



Lutte contre les exclusions :
et si les personnes concernées
avaient des choses à dire

BIBLIOGRAPHIE

Novembre 2015

Le 26 novembre 2015, l'IRTS de Franche-Comté, organise, en partenariat avec la FNARS Franche-Comté, Trajectoires Ressources et avec le soutien de l'ARS de Franche-Comté, une journée d'étude intitulée :
« Lutte contre les exclusions : et si les personnes concernées avaient des choses à dire ».

Cette bibliographie complète les interventions de cette journée : elle propose une sélection de documents et ne vise pas à l'exhaustivité de la thématique.

La sélection des références a été réalisée sur des critères répondant à l'intérêt des documents, ainsi qu'à leur accessibilité (présents au Centre de ressources documentaires de l'IRTS de Franche-Comté ou en ligne).

Les références sont classées par ordre alphabétique d'auteur ou de titre.

Les liens internet ont été consultés en octobre et novembre 2015.

La participation : entre mythe et réalité

BEVORT Antoine, *Pour une démocratie participative*, Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2002, 129 p.

Cote : 320 BEV

La démocratie n'est pas un sport de spectateurs. Abstentions, votes protestataires, manifestations témoignent moins du désintérêt pour le politique que de l'insatisfaction grandissante devant les insuffisances de la démocratie représentative. Repas de quartier, budgets participatifs, forums citoyens, référendums locaux plus ou moins sauvages, collectifs civiques divers, conseils de quartier, etc., confirment non un désenchantement mais une exigence démocratique. Les citoyens veulent prendre en main leur destin : ils inventent de nouvelles formes d'intervention, se préoccupent de l'intérêt général, inventent de l'horizontal dans un système vertical. En un mot, ils réinventent la cité.

BLONDIAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie : actualité de la démocratie participative*, Paris : Seuil, 2008, 109 p.

Cote : 320 BLO

Une nouvelle demande de participation se fait jour dans les démocraties. Sous des formes variées (blogs, forums, journalisme participatif, conférences de consensus, concertations...), elle exprime une insatisfaction à l'égard de la démocratie représentative comme de ses médiations traditionnelles. Comment donner corps à ce « nouvel esprit de la démocratie » sans succomber aux faux-semblants d'une rhétorique de la proximité ? Comment faire vivre cet impératif de participation des citoyens sans sortir du cadre de la démocratie représentative ? Comment penser les dispositifs susceptibles de réaliser ce nouvel idéal ?

CRÉPON Marc, STIEGLER Bernard, *De la démocratie participative : fondements et limites*, Paris : Mille et une nuits, 2007, 115 p.

Cote : 100 CRE

Que renferme l'expression "démocratie participative" ? N'est-elle pas un pléonasme - toute démocratie n'appelle-t-elle pas une participation de tous ? La démocratie participative peut-elle encore, en ce cas, être légitimement opposée, et comme "démocratie directe", à la démocratie représentative ? Ne traduit-elle pas plutôt une forme de populisme ? Quelle consistance donner à ce qui pourrait constituer une très belle proposition politique - *remettre la participation au cœur d'un nouveau projet politique* ? Et face à quelle menace contre la démocratie ? Et que dire, et de cette menace, et de l'actuelle mise en œuvre d'une "démocratie participative" dans la campagne électorale ? Celle-ci peut-elle remédier à la crise de défiance des citoyens ? La participation est-elle réductible à une prise de parole puis à un bulletin dans une urne ? En quoi les technologies dites collaboratives peuvent-elles contribuer à la mise en œuvre d'une nouvelle sorte de démocratie, et en quoi ne peuvent-elles pas y suffire ? La participation ne concerne-t-elle pas l'organisation de toute l'économie politique industrielle telle qu'elle se met en place en ce début de XXI^e siècle ? Chacun ne sent-il pas que, faute d'une nouvelle participation des hommes à la construction de leur avenir dans toutes ses dimensions, et comme nouvelle forme de civilisation, le monde court à sa perte ?

FERREBOEUF Georges, *Participation citoyenne et ville*, Paris : L'Harmattan, 2011, 152 p.

Cote : 320 FER

L'absence des ouvriers, salariés, couples actifs avec enfants et jeunes dans les actions de concertation ne s'apparente-t-elle pas à un apartheid social ? Aux élections, dans certaines villes, le nombre d'abstentionnistes est supérieur au nombre d'électeurs. À qui la faute ? La construction des villes, leurs adaptations aux attentes d'aujourd'hui s'avèrent illusoire sans connaître l'avis des habitants des quartiers à forte concentration urbaine. La démocratie participative tend le micro. Mais qui prend réellement la parole ? Des retraités, des enseignants, des cadres, globalement, les classes moyennes, très rarement les plus démunis.

GAUDIN Jean-Pierre, *La démocratie participative*, Paris : Armand Colin, 2011, 125 p.

Cote : 320 GAU

La démocratie participative est souvent présentée comme le remède idéal à la crise du politique. Inspirée notamment d'expériences sud-américaines, défendue par les mouvements altermondialistes et fortement relayée par les médias, elle pourrait, selon certains, apporter une réponse à cette crise. Mais pour le politologue, cette nouvelle forme d'implication des citoyens soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses : comment s'organise le débat public, et dans quel cadre ? Ne risque-t-on pas de créer une société de la cooptation généralisée, voire d'alimenter les populismes ? D'où l'intérêt du présent ouvrage qui analyse les processus participatifs aujourd'hui pratiqués ou envisagés. Et qui, pour en juger pleinement, les replace dans les réflexions d'ensemble portant sur la démocratie et la souveraineté.

GOURGUES Guillaume, *Les politiques de démocratie participative*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2013, 148 p.

Cote : 320 GOU

L'objectif de cet ouvrage est de fournir un cadre d'analyse synthétique permettant de décrypter et de saisir les enjeux de la participation publique, en expliquant notamment en quoi celle-ci est une forme contemporaine et récente de démocratie participative. Redéfinissant et éclaircissant les principales notions employées, il revient sur l'histoire de l'avènement de la participation publique, des expériences pionnières dans les années 1970 jusqu'à l'émergence récente d'une offre de participation publique. Enfin, il propose une grille d'analyse permettant d'engager une évaluation de n'importe quel dispositif participatif.

LAMARZELLE Denys, *Stratégie et démocratie territoriales : voyage au coeur des collectivités locales*, Paris : Papyrus, 2001, 166 p.

Cote : 320 LAM

Réalisé à partir d'une démarche de recherche basée sur des entretiens et des enquêtes, cet ouvrage permet : de mieux comprendre les objectifs et les stratégies des acteurs territoriaux (élus, fonctionnaires, cabinet, syndicats) ; de contribuer à l'intégration du citoyen-usager dans le système décisionnel local ; de posséder les éléments permettant de mettre en œuvre une démarche de démocratie participative.

« La participation », *Les Cahiers du Pavé*, n°2, 2013, 65 p.

Cote : DOS 133

Faire les courses, c'est participer au couple ? Garder les enfants du voisin, c'est participer à la vie du quartier ? Brûler des voitures, c'est participer à la société ? Prendre ses bénéfices, c'est participer à l'entreprise ? Couper la parole à quelqu'un, c'est participer à un débat ? Et ne rien dire de toute la réunion, est-ce encore y participer ? L'idéologie de la participation est tellement chargée positivement qu'un professionnel qui s'opposerait à sa mise en place aurait sans doute bien du mal à se justifier. Il semble que la réticence du peuple à participer à ce qu'on lui demande n'a d'égal que l'impératif de participation dans les politiques publiques. Les métiers qui gravitent autour du concept de participation pourraient bien devenir "en tension". De fait, c'est déjà tendu. Nous croyons à la participation, mais dès lors qu'elle comporte des enjeux réels, qu'elle travaille les contradictions, qu'elle laisse la place au conflit, qu'elle s'appuie sur des méthodes adaptées, qu'elle tente de contrer les dominations... Bref, qu'elle soit un instrument d'éducation populaire et non un simulacre de démocratie...

« Participer : le concept », *Informations sociales*, n° 43, 1995, pp. 4-113.

Cote : INF 43

Les bénéficiaires de l'action sociale sont - ou devraient être - invités à participer, à se prendre eux-mêmes en charge, avec l'aide des professionnels. Cette injonction à participer appelle à la réflexion : qui doit participer, pourquoi, au nom de quoi, comment ? Ce numéro explore le concept de participation, son histoire et ses applications aussi bien en France que dans d'autres pays.

RASÉRA Michel, *La démocratie locale*, Paris : LGDJ, 2002, 186 p.

Cote : 340 RAS

La démocratie locale est incomplète si elle n'est que représentative ; les outils juridiques sont à la disposition des élus locaux leur permettant une participation réelle au débat au sein de l'assemblée délibérante et facilitant celle des citoyens au devenir de leur quartier, de leur ville ou de leur région. La participation est limitée si ne s'ouvre pas un espace public local de débat qui suppose une volonté politique et une compétence pour l'animer.

SINTOMER Yves, « La démocratie participative », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 959, 04/2009, 102 p.

Cote : PPS 959

Ce dossier dessine un panorama des réflexions sur la démocratie participative et de ses enjeux face à la démocratie représentative. Il fournit des points de repère pour s'orienter dans la mosaïque des pratiques participatives mises en oeuvre en France, mais aussi à l'étranger.

ZASK Joëlle, *Participer : essai sur les formes démocratiques de la participation*, Lormont : Le bord de l'eau, 2011, 326 p.

Cote : 100 ZAS

Entre philosophie, sociologie, science politique et esthétique, Joëlle Zask explore l'idée que participer implique bien davantage qu'intervenir dans une situation dont les règles sont préétablies. Elle met au jour les critères grâce auxquels on peut distinguer les formes de participation superficielles, fallacieuses, manipulatrices - elles sont légion - de celles qui sont réellement constructives, aussi bien pour l'individu que pour le groupe.

La participation et le travail social

AGENCE NATIONALE DE L'EVALUATION ET DE LA QUALITÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, *La participation des usagers au fonctionnement des établissements et services sociaux et médico-sociaux : recueil des pratiques et témoignages des acteurs*, Saint-Denis : ANESM, 2014, 108 p.

Cote : DOS 12

Menée auprès de 33 structures cette étude qualitative a eu pour objectifs de : dresser un état des lieux sur la mise en place des modalités de participation au fonctionnement des ESSMS ; d'identifier les points positifs et les axes d'amélioration des différentes formes de participation mises en place. L'enquête détaille les pratiques professionnelles développées au sein des structures pour permettre la participation. Elle analyse le regard des professionnels et des usagers, qu'ils soient impliqués directement ou non dans les dispositifs de participation collectifs mis en oeuvre.

CHAUVIÈRE Michel, GODBOUT Jacques T., *Les usagers entre marché et citoyenneté*, Paris : L'Harmattan, 1992, 332 p.

Cote : 301 CHA

En cette fin de 20e siècle, dans un environnement saturé de biens, de services et de messages, le phénomène des usagers connaît visiblement une forte accélération. L'utilisateur n'est-il pas devenu une référence omniprésente dans le discours des politiques, des administrations, des praticiens et de très nombreuses organisations sociales ? Les auteurs de ce collectif, réunis par M. Chauvière et J. T. Godbout ont voulu rendre compte de la place et du point de vue des usagers dans les multiples domaines où ils émergent et font entendre leur voix. Cette orientation rencontre les intuitions et les initiatives de maints acteurs sociaux dont les mobilisations sont souvent "en avance" sur la logique de production (par exemple à l'école ou en matière esthétique). La compréhension des intérêts sociaux liés à l'usage déborde nécessairement celle des rapports marchands ou de consommation, en même temps qu'elle enrichit le débat démocratique. Pareille constatation conduit à suggérer que la société post-industrielle, que d'aucuns identifient comme sociétés de services, pourrait aussi être utilement définie comme société d'utilisateurs.

CHAUVIÈRE Michel, BELORGEY Jean-Michel, LADSOUX Jacques, *Reconstruire l'action sociale*, Paris : Dunod, 2006, 280 p.

Cote : 360 CHA

Y a-t-il encore une politique d'action sociale en France ? Malgré nos valeurs de solidarité, le tableau reste sombre. À la maltraitance des usagers, dont on bafoue les droits après les avoir affirmés, s'ajoute une "malmenance" des professionnels et des bénévoles. Face au mal-logement et au mal-emploi qui s'aggravent, le sentiment d'impuissance gagne du terrain. L'égalité en droit recule devant l'équité et la sécurité. La raison gestionnaire, hégémonique dans la main de velours de la gouvernance locale, emporte tout sur son passage. Il y a plusieurs chemins possibles pour reconstruire l'action sociale dans notre pays. Vous trouverez dans ce livre les constats, les dénonciations et surtout les préconisations portés, depuis 2002, par les états généraux du social.

C.S.T.S., *L'utilisateur au centre du travail social : de l'énoncé des droits de la personne à l'exercice de la citoyenneté. Conditions d'émergence de pratiques professionnelles novatrices*, Rennes : ENSP, 2007, 165 p.

Cote : 360 CSTS

La loi du 2 janvier 2002 positionne l'utilisateur au cœur de l'action sociale. Examiner l'effectivité de la mise en actes des principes réaffirmés par la loi, éclairer la manière dont le travail social s'en empare : tel était le mandat confié au groupe de travail dirigé par Jacques Ladsous et Brigitte Bouquet. Le rapport passe en revue la posture requise, tant des professionnels et des administrations que des utilisateurs eux-mêmes, le processus de la relation d'aide, passé de l'assistance à l'accompagnement, et enfin les procédures indispensables à une

refondation des relations entre travailleurs sociaux et usagers. Le droit à vivre sa sexualité est l'objet d'un chapitre entier.

DARMON Laëtitia, « Politiques sociales : la voix des usagers est-elle entendue ? », TSA, n° 27, 11/2011, pp. 17-24.

Cote : TSA 027

La démocratie participative devient une exigence forte dans la société. Qu'en est-il dans le champ social et médico-social ?

« L'émancipation par l'empowerment », *Lien social*, n° 1123, 24/10/2013, pp. 10-18.

Cote : LIE 1123

JAEGER Marcel, BARGES Isabelle, BOUQUET Brigitte, et al., *Refonder le rapport aux personnes. "Merci de ne plus appeler usagers"*, Paris : CSTS, 2015, 188 p.

Cote : DOS 11

Ce groupe de travail a été proposé au C.S.T.S., pour réfléchir sur la participation des usagers.

Le rapport se présente en 6 parties :

- Le « modèle déclaratif » : les bonnes intentions.
- Le doute sur l'effectivité des « droits des usagers ».
- Développer un travail social « en résonance » : des principes aux pratiques significatives.
- La contribution des personnes aidées ou accompagnées aux politiques sociales et la gouvernance.
- Les changements institutionnels, organisationnels et professionnels.
- Préconisations.

JAEGER Marcel, *États généraux du travail social. Groupe de travail : Place des usagers*, Paris : Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, 2015, 62 p.

Cote : DOS 9

Ce rapport présente les réflexions du groupe de travail "Place des usagers" selon trois thématiques :

- les personnes et leur parcours : le rôle de l'intervention sociale ;
- territoire de vie des personnes : des espaces d'intervention et de développement social ;
- les professionnels du travail social et de l'intervention sociale : des acteurs formés tout au long de la vie.

Le rapport se termine par une série de préconisations.

JANVIER Roland, MATHO Yves, *Comprendre la participation des usagers dans les organisations sociales et médico-sociales*, Paris : 2011, 261 p.

Cote : 360 JAN

Destiné aux professionnels de l'intervention sociale et à leurs cadres, ce livre entend contribuer au débat sur la place et le rôle de toutes les parties prenantes de l'action sociale et médico-sociale développée dans les établissements et services. Il vise à construire des espaces élaborés conjointement, dans lesquels chacun peut prendre part à l'élaboration collective.

JOUFFRAY Claire, VALLERIE Bernard, « Le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités: une approche des pratiques sociales », *La revue française de service social*, n° 232, 01/2009, pp. 46-59.

Cote : RFSS 232

JOUFFRAY Claire, *Développement du pouvoir d'agir : une nouvelle approche de l'intervention sociale*, Rennes : Presses de l'EHESP, 2014, 232 p.

Cote : 360 JOU

Les travailleurs sociaux font actuellement face à des injonctions paradoxales : faire plus avec moins et faire "avec" les personnes tout en devant les inscrire dans des dispositifs préconstruits... Pour nombre d'entre eux, le malaise est profond, car ils ressentent que leurs actes ne portent plus les valeurs à l'origine de leur choix professionnel. L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (DPA) peut les aider à redonner du sens à leur pratique. Plus qu'une traduction possible du concept d'empowerment, le DPA permet de produire du "pouvoir d'agir" par la mobilisation d'un ensemble de savoirs théoriques et pratiques : la construction du problème concret, le repérage des acteurs, de leurs enjeux et de leur contexte, l'implication des personnes concernées dans la définition des problèmes et des solutions, la conduite contextuelle de l'intervention et la démarche d'action conscientisante. Des professionnels francophones (France, Belgique, Québec) témoignent dans cet ouvrage des différentes pratiques qu'ils ont initiées, rompant avec la posture du travailleur social expert. Et les résultats sont là : leur mise en mouvement entraîne celle des personnes qu'ils accompagnent et a également une incidence structurelle, tant sur les établissements dans lesquels ils exercent qu'en termes d'engagement plus collectif. Ils disent ainsi renouer avec les fondements du travail social. Cet ouvrage est destiné aux travailleurs sociaux, aux étudiants en travail social, aux cadres et dirigeants de structures sociales, mais également à tout professionnel.

LE BOSSÉ Yann, « Le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités, une alternative pour l'intervention sociale ? », *La revue française de service social*, n° 234, 02/2009, pp. 15-22

Cote : RFSS 234

« La parole de l'usager : Quel sens, quelle place dans l'action sociale ? », *La revue française de service social*, n° 255, 12/2014, 135 p.

Cote : RFSS 255

PORTAL Brigitte, « L'expérimentation du développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités dans une intervention sociale », *La revue française de service social*, n° 232, 01/2009, pp. 69-75.

Cote : RFSS 232

« Le travail social à l'épreuve de la participation », *Vie sociale*, n° 1/2004, 01/2004, 134 p.

Cote : VS 1/2004

La participation des personnes en situation d'exclusion sociale

AGENCE NATIONALE DE L'EVALUATION ET DE LA QUALITÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, *Expression et participation des usagers dans les établissements relevant du secteur de l'inclusion sociale*, Saint-Denis : ANESM, 2008, 36 p.

Cote : DOS 12

Cette recommandation concerne les établissements relevant du secteur de l'inclusion sociale : les centres d'hébergement et de réinsertion sociale, les centres d'accueil pour demandeurs d'asile et les centres d'hébergement d'urgence. Et aussi les organismes gestionnaires, les usagers et enfin, les évaluateurs. Elle présente les différentes formes d'expression et de participation au fonctionnement de l'établissement et donne des repères sur la mise en place et l'animation du Conseil de la vie sociale ou du groupe qui tient lieu.

BARBE Laurent, BERLIOZ Gilbert, *Propositions méthodologiques pour la mise en place d'une participation des usagers à des commissions consultatives concernant la lutte contre l'exclusion [en ligne]*. Paris : Direction générale de l'action sociale, [s.d], mis en ligne le 4/02/2013, 41 p.

Disponible sur : http://www.fnars.org/images/stories/participation_des_usagers/guides/DGAS-CRESS_rapport_final_Participation.pdf

L'action sociale territoriale de lutte contre l'exclusion est souvent animée ou coordonnée dans le cadre de collectifs inter-institutionnels (PARADS – Comités de Veille Sociale – Comité de pilotage ou comité opérationnel RSA, CDIAE1...) qui jouent un rôle précieux pour stimuler les échanges et augmenter la cohérence des politiques mises en place. Ce document, résultant d'une expérimentation et de l'apport d'expériences variées, cherche à apporter une contribution au développement de leurs pratiques de participation.

BARON Sylvie, ETIENNE Catherine, « Usagers. Conseils de vie sociale, groupe d'expression : la participation, cela s'apprend » [en ligne], *Recueils & documents*, n° 42, juillet 2007, 69 p.

Disponible sur : http://www.fnars.org/images/stories/rd_42_un_livret_pedagogique_usagers.pdf

« CHRS autogéré le Far, réflexion autour d'une utopie », *Lien social*, n° 789, 2006/03/16, pp. 8-15.

Cote : LIE 789

CONSEIL NATIONAL DES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION SOCIALE, *Recommandations pour améliorer la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des politiques publiques* [en ligne], Paris : Ministère des Solidarités et de la Cohésion sociale, 2012, 66 p.

Disponible sur : http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_edite_version_numerique.pdf

ETIENNE Catherine, « Le conseil de vie sociale dans les CHRS », *Direction(s)*, n°17, mars 2005, pp. 47-48.

Cote : DIR 017

ETIENNE Catherine, « La participation ça s'apprend ! Former les usagers, administrateurs et travailleurs sociaux de CHRS, à leur rôle de représentant au Conseil de la vie sociale », *La revue française de service social*, n° 232, 01/2009, pp. 60-68.

Cote : RFSS 232

FNARS Bourgogne, Rapport d'étude sur la participation des usagers et bonnes pratiques dans les structures de la lutte contre les exclusions de la région Bourgogne [en ligne], Dijon : Fnars Bourgogne, DRJSCS, 2012, 135 p.

Disponible sur : http://www.bourgogne.drjscs.gouv.fr/IMG/pdf/etude_FNARS_participation_des_usagers.pdf

FORZY Loïcka, TITLI Lou, *Évaluation de la démarche de participation des personnes accueillies ou accompagnées au sein du CCPA et des CCRPA : rapport final* [en ligne], Paris : Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2015, 66 p.

Disponible sur : http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Asdo_DGCS_Rapport_eval_2015.pdf

Participation des personnes bénéficiaires du revenu de solidarité active au dispositif – Guide de recommandations [en ligne], Paris : Ministère des solidarités et de la cohésion sociale, 2012, 64 p.

Disponible sur :

http://www.fnars.org/images/stories/2_les_actions/participation_des_usagers/ressources_documentaires/Guide_partic_RSA_Adiness_mai_2012.pdf

Ce guide s'adresse aux conseils généraux et à leurs partenaires chargés de mettre en place la participation des personnes bénéficiaires du RSA.

PELÈGE Patrick, *Hébergement et réinsertion sociale : les CHRS - Dispositif, usagers, intervenants*, Paris : Dunod, 2004, 277 p.

Cote : 360 PEL

L'aggravation et la diversification de la grande précarité et de l'exclusion est une donnée à laquelle le dispositif des CHRS (centres d'hébergement et de réinsertion sociale) tente d'offrir une réponse. Cet ouvrage explore ce champ de pratiques sociales en articulant trois points de vue : celui des politiques sociales à l'origine de la mise en oeuvre des pratiques dans ce secteur ; celui des usagers bénéficiaires du dispositif (à travers des parcours singuliers) ; celui des praticiens du secteur, intervenants sociaux qui imposent et proposent un certain nombre de conditions d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement. Après avoir présenté le dispositif général existant des CHRS, l'auteur décrit six modèles différents de structures en mettant en rapport l'observation des pratiques de terrain avec les enjeux fondamentaux de l'action et du travail social. Il met en question ces modes de prise en charge et d'accompagnement qui demandent aux usagers de répondre personnellement à des conditions d'existence relevant d'avantage d'une position sociale que d'une affaire personnelle.

THOMAS Hélène, *La production des exclus*, Paris : PUF, 1997, 215 p.

Cote : 301 THO+

L'exclusion est devenue un enjeu décisif de l'action publique en Europe : son développement met en question l'avenir du modèle démocratique. Cet ouvrage retrace les étapes de la genèse et de la structuration de cette catégorie en France. Elle est apparue au cours des années 1970 et a depuis englobé et remplacé celle de la pauvreté. Elle constitue aujourd'hui une méta-catégorie classificatoire, base d'études statistiques et support de politiques sociales, qui recouvre tant les états d'exclusion confirmée que les processus de précarisation. En cela elle conduit à une véritable production des exclus. L'unité de la méta-catégorie de l'exclusion repose sur la réaffirmation de cette qualité de citoyen de tout exclu, critère positif commun à tous, base hypothétique de leur réinsertion sociale et de leur pleine intégration politique dans la collectivité nationale.

Pour en savoir plus

Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE)

Le CNLE propose sur son site internet un dossier intitulé « La participation citoyenne des personnes en situation de pauvreté » à l'adresse suivante : <http://www.cnle.gouv.fr/La-participation-citoyenne-des.html>

Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS)

La FNARS propose sur son site internet un onglet consacré à la « Participation des personnes accueillies ».

Des ressources documentaires (vidéos, guides...) sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.fnars.org/participation-des-personnes-accueillies/ressources-documentaires>

Des outils sont également proposés ici :

<http://www.fnars.org/participation-des-personnes-accueillies/outils-menu/4630-fiches-pour-une-animation-participative>

Centre de Ressources Documentaires

IRTS de Franche-Comté

1, rue Alfred de Vigny CS 52107 25051 BESANÇON Cedex

Tél : 01 81 41 61 41

Courriel : crd@irts-fc.fr

Catalogue en ligne : <http://www.irts-fc.fr:8080/>

Horaires d'ouverture

Lundi, mardi, mercredi : 9h – 17h

Jeudi : 13h30 – 17h

Vendredi : 9h – 16h30

Le CRD est ouvert à tout public.

L'accès est gratuit pour les étudiants, stagiaires et
personnels de l'IRTS,
payant pour les personnes extérieures (23 €)